

**QUESTION 1 :
QUELLES SONT LES VALEURS DE L'ÉCOLE RÉPUBLICAINE
ET COMMENT FAIRE EN SORTE QUE LA SOCIÉTÉ LES RECONNAISSE ?**

Constat :

- De plus en plus de choses à enseigner dès le primaire (disciplines rajoutées sur un même laps de temps).
- Absence de constance : fonctionnement par « modes », qui passent vite.
- Les élèves sont plus actifs à l'oral, plus dissipés car plus libres chez eux : cela crée des problèmes d'autorité.
- Manque de structures pour préparer à la vie professionnelle.
- Comportement laxiste suivi par la société + perte de reconnaissance des enseignants par les élèves et les parents.
- Contradiction entre l'identité de la France et l'appartenance à l'Europe.
- L'égalité des chances n'est pas respectée à cause des mesures de cartes scolaires et le sera encore moins avec la décentralisation.
- Dans certaines écoles primaires livres et fournitures sont payés par l'école.

ACCORDS / DÉSACCORDS

Port de l'uniforme :

OUI : il permet de rentrer dans l'école en rompant avec l'extérieur. Métier d'élève, donc uniforme d'élève. Et pour les profs ? Il permet de régler les inégalités sociales et religieuses.

NON : Développer plutôt l'esprit critique par rapport aux différences culturelles, changer le regard sur toutes les marques. Refus du sponsoring des marques dans le scolaire.

PROPOSITIONS :

- ◆ Gratuité des livres et fournitures pour les collèges et lycées.
- ◆ Les signes religieux ne doivent pas apparaître à l'école, mais respect de la culture de chacun.
- ◆ Possibilité de conserver la langue maternelle à l'école : par exemple en proposant des cours d'arabe pour éviter certaines dérives extrémistes (intervention d'imams).
- ◆ C'est au professeur de donner l'envie d'apprendre en jouant sur le côté affectif surtout avec les élèves en difficulté.
- ◆ Pour l'entrée dans la vie active plus tôt : apprentissage dès 14 ans. Textes à revoir sur la législation du travail pour avoir des structures ou des stages d'accueil en entreprise dès 14 ans.
- ◆ Il faut retrouver une autorité en étant soutenu par la hiérarchie : poser des règles et des lois connues par tous et les faire respecter par les élèves et les parents. Pour cela, nécessité d'avoir les moyens d'agir pour faire respecter les règles (les assistants d'éducation ne suffisent pas) et non réduction des aide-éducateurs.

QUESTION 5 :
QUEL SOCLE COMMUN DE CONNAISSANCES, DE COMPÉTENCES ET
RÈGLES DE COMPORTEMENT LES ÉLÈVES DOIVENT-ILS PRIORITAIREMENT
MAÎTRISER AU TERME DE CHAQUE ÉTAPE DE LA SCOLARITÉ
OBLIGATOIRE ?

Constat :

- Constat sur l'émiettement des matières à l'école : on fait un peu de tout.
- Manque de réalisme de l'ambition du gouvernement 80% d'une classe d'âge au Bac .
- Intérêt indéniable des classes de 4^{ème} et 3^{ème} techno.
- Pas de consignes directes de l'I.A. sur les modalités de rattrapage au brevet des collèges.
- Cette année les stages en entreprises sont à nouveau réalisables : tant mieux, il ne faut pas sortir un élève en difficulté du collège, mais lui permettre de découvrir l'entreprise.
- Selon des parents, il y a beaucoup trop d'écrit dans l'enseignement des langues étrangères.
- La grossièreté est naturelle, rentrée dans les mœurs. Trop de statuts différents à l'école : garderie ? études ?
- Démission des parents qui signent le règlement intérieur sans le lire.
- Le contexte socio-économique accentue les problèmes : les enfants sont le reflet de la société.
- Les parents font la réflexion que le Ministère leur demande de réfléchir, mais qu'il faut avoir fait des études pour comprendre la brochure...
- A quoi servent les évaluations ?

Propositions :

- ◆ Ne pourrait-on pas ouvrir les évaluations sur d'autres domaines que le français et les maths ?
- ◆ La pédagogie différenciée est préconisée, mais pas réalisée : problème de moyens.
- ◆ Ne peut-on pas envisager l'enseignement des langues étrangères dès l'école maternelle ?
- ◆ Les groupes en SVT sont trop chargés (25/27 élèves) : cela ne permet pas les manipulations.
- ◆ Revenir au port de la blouse simplifierait les problèmes.
- ◆ Il faudrait que les parents et les enseignants collaborent (rôle important des aide-éducateurs).
- ◆ On devrait apprendre les règles de sécurité au collège (sécurité routière, passage obligatoire des diplômes de secourisme).
- ◆ Il faudrait maintenir les petites structures où tout le monde se connaît, comprenant des équipes soudées (enseignants/ vie scolaire/ personnel ATOS/ personnel médical et social), ce qui nécessite une même tutelle nationale.

**QUESTION 8 :
COMMENT MOTIVER ET FAIRE TRAVAILLER
EFFICACEMENT LES ÉLÈVES ?**

Serait-il possible de laisser plus d'autonomie aux enseignants (parcours diversifiés, aide individualisée) ?

Comment réaffirmer le sens du travail ?

- ⇒ Aller à l'école) quel sens cela a-t-il pour l'élève ?
- ⇒ Aller au collège) (lui qui n'a pas assez de maturité)

IL FAUT REDONNER DU SENS

Que faire contre la société de consommation ? Ils veulent tout tout de suite !

- Importance du contexte familial : il faut éveiller leur curiosité.
- Décloisonner les matières, diversifier les points de vue.
- Attention au projet : il permet de donner du sens, MAIS cela ne redonne pas le goût de l'effort.
- Problème de l'émulation : il faut restaurer la frustration, leur apprendre à rivaliser.
- Problème de la lecture et de la compréhension du texte lu : il y a beaucoup d'activités audiovisuelles qui font que l'élève a du mal à donner un sens à ce qu'il lit. En primaire, la lecture silencieuse : tout ce qui a été lu n'est pas assimilé.

PRIORITÉS :

REDONNER DU SENS AU TRAVAIL.

IL FAUDRAIT RECOURIR À L'AIDE INDIVIDUALISÉE : POUR CELA, IL FAUT BEAUCOUP PLUS DE MOYENS.

QUESTION 13 : COMMENT PRENDRE EN CHARGE LES ELEVES EN GRANDE DIFFICULTE ?

Constat :

- Lien étroit entre l'échec scolaire et l'origine socio-professionnelle des enfants, la précarité de l'emploi se généralise. L'enfant qui baigne dans cette atmosphère n'a pas des conditions idéales pour réussir ! Ce fait environnemental doit être pris en compte car l'école ne peut faire front à toutes ces difficultés qui ne relèvent plus de ses compétences.
- Carence de la formation des enseignants au plan psychologique.

Propositions :

- ◆ Possibilités d'aides aux enfants dépistés comme étant en grande difficulté : réseaux d'aides, prises en charge extérieures, services de soins annexes.
- ◆ Renforcer les valeurs civiques et morales. Restaurer éventuellement la leçon de morale d'autrefois
- ◆ Faire appel au psychologue ou au psychiatre.
- ◆ Les enseignants demandent des stages et des psychologues en plus grand nombre.
- ◆ Les structures existantes (classe-relais, segpa, réseau) doivent être multipliées.
- ◆ Périodes institutionnalisées de concertation entre équipes pédagogiques avec des regards extérieurs : psychiatres, psychologues pour créer des projet et prévoir des remplaçants pour assurer certaines heures.
- ◆ Avoir un retour sur le rythme d'apprentissage adapté aux élèves en grande difficulté (la 5^{ème} en deux ans), si cela a été évalué en termes de réussite le cas échéant.
- ◆ Découper les cycles plus intelligemment car alors c'est l'enseignant qui en difficulté.
- ◆ Pour lutter contre l'échec il est nécessaire d'avoir un cadre précis dans lequel l'enseignant aura une autonomie relative.
- ◆ Il faut des objectifs nationaux avec harmonisation des différents établissements scolaires pour ne pas générer plus d'échec scolaire.
- ◆ Pourrait-on confronter les expériences européennes si les mêmes enquêtes ont eu lieu dans d'autres équipes.
- ◆ Le temps alloué à l'apprentissage d'une langue étrangère pourrait-il être réservé à l'étude du français ?
- ◆ Faudrait-il trouver un mode d'apprentissage plutôt qu'un rythme.

PRIORITÉS :

La formation permanente,
La concertation en équipe,
Le travail avec les parents.

QUESTION 15 : COMMENT LUTTER EFFICACEMENT CONTRE LA VIOLENCE ET LES INCIVILITES ?

Constat :

- Désengagement de la part des parents, ils ne prennent plus leurs responsabilités
- Certains parents, qui non seulement n'assistent pas aux réunions, mais en plus remettent en cause la parole des adultes du collège : les enfants se croient alors « tout-puissants ». Les adultes préfèrent acheter la paix à la maison.
- Le règlement expliqué le premier jour aux élèves et signé par les parents est-il compris vraiment ? Est-il lu ?
- Les petits, les enfants ne respectent plus les adultes, mais les adultes ne se respectent plus entre eux !! La question est étendue au niveau de la société.
- Les enfants semblent avoir de plus en plus de droits et les enseignants ont peur de sortir de la légalité. Il n'est pas rare qu'un enfant et sa famille viennent avec un avocat au conseil de discipline. ! Les enfants répètent sans cesse aux enseignants « vous n'avez pas le droit » de ceci ou de cela.
- Certains parents trouvent que les enseignants ne sont pas assez sévères car il n'y a pas de correction physique, et donc ne comprennent pas comment l'enseignant peut se faire respecter.
- On perd de l'autorité en acceptant le dialogue, le compromis... Au collège, l'enseignant se heurte au problème suivant : il doit apprendre à l'élève à être de plus en plus autonome, libre... sans perdre son autorité !
- L'heure de retenue est devenue dérisoire !
- On vit dans une société de consommation : ils veulent tout tout de suite et sans effort...

Propositions :

- ◆ Possibilités de mettre en place des stages parentaux ?
- ◆ Création d'une discipline appelée « respect et bonne conduite » où les parents seraient conviés et où les enfants seraient notés. La note prendrait en compte le comportement et l'investissement des parents. MAIS on rendrait alors les enfants responsables de l'attitude de leurs parents !
- ◆ Les parents pourraient assister au premier jour de rentrée de leur enfant
- ◆ Pour les parents d'enfant difficile, ne peut-on pas leur demander de donner une journée à l'Education Nationale ? c'est-à-dire d'être présent pendant une journée dans l'établissement.
- ◆ Pour les dispositifs spéciaux (dispositif parallèle ou relais), l'école a besoin de personnels formés, de spécialistes.
- ◆ Qu'en est-il de l'internat-relais ? Souvent ces enfants ont besoin aussi d'être éloignés de leur famille.
- ◆ Créer des temps de paroles entre professeurs, élèves et parents.
- ◆ Les enseignants ne sont pas formés pour travailler en ZEP : il faudrait que ce soient des volontaires et qu'ils aient une fonction particulière ! Pour attirer des enseignants moins jeunes, pourquoi ne pas donner des avantages en fin de carrière à ceux qui sont restés en ZEP plusieurs années ?

ON MANQUE DE MOYENS

QUESTION 18 :
COMMENT, EN MATIÈRE D'ÉDUCATION, DÉFINIR ET REPARTIR LES RÔLES
ET LES RESPONSABILITÉS RESPECTIFS DE L'ÉTAT ET
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ?

Constat :

- Points positifs sur le bilan de la décentralisation : 1) amélioration du parc immobilier des collèges et lycées, 2) Soutien de programmes d'action en accord avec les autorités académiques, achat de manuels, intervention financière dans la mise en œuvre des projets d'établissements.
- Points négatifs : disparités entre collectivités territoriales au niveau des ressources propres => alourdissement de la fiscalité locale. Réticences au sein des établissements dans la mesure où les collectivités territoriales se mêlent de la pédagogie par le biais du financement de projets.
- Les régions n'étaient pas demandeuses de cette décentralisation. Pourquoi l'état veut-il imposer cette décentralisation ? Les conséquences :
 1. Alourdissement de la fiscalité régionale
 2. Les personnels ne vont pas être remplacés
 3. De plus en plus de contractuels vont être embauchés.
- Les Atos vont être sacrifiés. Ils n'ont pas pu faire grève, en raison de leur salaire de misère. Or, chaque acteur de la communauté scolaire a sa place et est important. Ils contribuent à la stabilité au sein des établissements, en particulier ceux situés en ZEP. Cette stabilité est remise en cause, d'où problèmes de violences et d'incivilités à craindre.
- Les établissements vont être de plus en plus à la merci des collectivités locales. On cite à ce propos le poids de la collectivité locale au sein du CA, ou de la mairie en ce qui concerne la carte scolaire au niveau du primaire.
- Si l'autonomie des établissements est renforcée, le chef d'établissement aura plus de pouvoir. Celui-ci ressemble d'ailleurs plus à un chef d'entreprise. Sera-t-il prêt à faire le recrutement des personnels d'éducation ? Qui évaluera le chef ? Selon quels critères ? Y aura-t-il des garde-fous ?

RÉPONSE :

L'efficacité de l'école exige-t-elle plus de décentralisation ? NON

L'efficacité de l'école ne sera pas améliorée avec plus de décentralisation, il est dangereux d'accroître l'autonomie des établissements du second degré.

PRIORITÉ :

Pour la sauvegarde de l'école, il est nécessaire que l'État puisse absolument conserver les prérogatives qui sont les siennes actuellement sinon la stabilité du système scolaire risquerait d'être en danger.

QUESTION 21 : FAUT-IL REDÉFINIR LES MÉTIERS DE L'ÉCOLE ?

Constat : VERS UNE POLYVALENCE :

- Déjà en primaire : informatique, anglais...
- Un manque de moyens : exemple : un professeur de langue nommé dès septembre.
- Problèmes des intervenants extérieurs en primaire : deux adultes parlant en même temps dans la même classe, sans temps de concertation préalable.
- L'heure hebdomadaire payée et dans l'emploi du temps, puis gratuite et dans l'emploi du temps, enfin supprimée. Est-elle à redemander → problèmes d'emploi du temps.
- L'enseignant est-il animateur, éducateur ?
- Changement de professeurs par matières toutes les heures : problème, perte pour les élèves en difficulté.
- problème de remplacement en collège, et instituteur remplaçant sur un secteur en primaire.
- Les assistantes sociales : s'il y a un signalement, il y a enquête par l'assistante sociale du collège ET la même enquête est demandée à l'assistance sociale du secteur. Y a-t-il reconnaissance du statut d'AS ?
- Le directeur en primaire est un instituteur, il n'est pas supérieur hiérarchique, il a juste le côté administratif en plus. De plus en plus, le métier de directeur deviendrait spécifique, sur plusieurs écoles → animateur d'équipes. DESS de chefs d'établissement. Il manque de chefs : trop de responsabilités. Le directeur est imposé en primaire s'il en manque.

PRIORITÉ :

Faire de l'aide-éducateur un vrai métier, avec un poste fixe, une formation.

QUESTION 22 :
COMMENT FORMER, RECRUTER, ÉVALUER LES ENSEIGNANTS ET MIEUX ORGANISER LEUR CARRIÈRE ?

Constat :

- Crainte d'un éventuel remplacement de professeurs certifiés par des intervenants recrutés par les collectivités locales.
- Les modalités de certains concours de recrutement, en particulier les concours réservés ou spécifiques, sont perçues comme non équitables et peu sérieuses.
- L'enseignement dispensé à l'IUFM est très critiqué. La pédagogie y est déplorable, de nombreux profs d'IUFM n'ont pas été en contact avec des élèves depuis fort longtemps.
- La pratique réelle semble indispensable aux nouveaux professeurs, mais il semble difficile d'en déterminer les modalités.
- Il y a bien besoin d'un bac + 3 pour enseigner en maternelle. Une formation générale assez poussée permet ensuite de se former rapidement. Le niveau licence laisse augurer d'un certain nombre de compétences, c'est bien le niveau de base requis des futurs enseignants.
- Inefficacité des inspections actuelles, insuffisantes aussi bien pour reconnaître la valeur d'un enseignant que pour aider ceux qui sont en difficulté.

PROPOSITIONS :

- ◆ Nécessité d'un module de gestion des conflits dans la formation initiale : certains acquis théoriques doivent être connus de tous.
- ◆ Souhait de continuer à différencier les établissements selon le degré de difficulté. La disparition du label ZEP provoquerait la perte d'une dizaine de poste en élémentaire. Or le problème central reste l'encadrement.

PRIORITÉ :

MEILLEURE FORMATION POUR LES ENSEIGNANTS, FORMATION PLUS ADAPTÉE ET BALISAGE PLUS SERRE DE LA CARRIÈRE.